



Assemblée générale

Distr. générale
19 février 2013
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Les Bermudes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Page</i>
Coup d'œil sur le territoire	3
I. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques	4
II. Budget	5
III. Situation économique	5
A. Généralités	5
B. Services financiers	6
C. Tourisme	6
D. Bâtiment	7
E. Transports et communications	7
IV. Situation sociale	8
A. Généralités	8
B. Emploi	8

Note : Les informations figurant dans le présent document de travail proviennent de sources publiques, notamment du gouvernement du territoire, et de renseignements que la Puissance administrante a communiqués au Secrétaire général en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Elles ont été communiquées par la Puissance administrante le 21 décembre 2012. On trouvera plus d'informations dans les documents de travail antérieurs, à l'adresse www.un.org/en/decolonization/workingpapers.shtml.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 juin 2013).

13-23726* (F) 040613 050613



Merçi de recycler



C.	Éducation.....	8
D.	Santé publique.....	9
E.	Criminalité et sécurité publique.....	10
F.	Droits de l'homme et questions connexes.....	10
V.	Environnement.....	11
VI.	Questions militaires.....	11
VII.	Relations avec les organisations et les partenaires internationaux	12
VIII.	Statut futur du territoire	12
A.	Position du gouvernement du territoire.....	12
B.	Position de la Puissance administrante	12
C.	Décisions prises par l'Assemblée générale.....	13

Le territoire en bref

Territoire : Les Bermudes sont un territoire non autonome au sens de la Charte des Nations Unies, administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Représentant de la Puissance administrante : Le Gouverneur George Fergusson (mai 2012)

Géographie : Les Bermudes se situent dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à environ 917 km à l'est des côtes de l'État de Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). L'archipel est composé de 8 îles principales et de 130 îles plus petites.

Superficie : 57 km

Zone économique exclusive : 450 370 km^{2a}

Population : 62 000 (2012)

Composition ethnique : Environ 54 % de noirs, 31 % de blancs et environ 21 % de métis et autres groupes ethniques

Langue : Anglais

Capitale : Hamilton

Chef du gouvernement territorial : Le Premier Ministre Craig Cannonier

Principaux partis politiques : Parti travailliste progressiste; Alliance pour les Bermudes unies

Élections : Dernières tenues le 17 décembre 2012; prochaines prévues pour 2017

Régime parlementaire : Parlement bicaméral, composé d'un Sénat de 11 membres désignés par le Gouverneur (3 à sa discrétion, 5 sur recommandation du Premier Ministre, 3 sur celle du chef de l'opposition) et d'une assemblée de 36 membres, élus dans 36 circonscriptions pour un mandat d'une durée maximum de cinq ans

Produit intérieur brut par habitant : 85 996 dollars (2011)

Économie : Services financiers, tourisme

Principaux partenaires commerciaux : États-Unis d'Amérique, Canada, Royaume-Uni et pays membres de la Communauté des Caraïbes

Taux de chômage : 8 % (2012)

Unité monétaire : Dollar des Bermudes, indexé à parité sur le dollar des États-Unis

Histoire en bref : L'explorateur espagnol Juan de Bermudez a découvert les Bermudes en 1505 et, en 1510, le territoire était dénommé « La Bermuda ». Il est demeuré inhabité jusqu'en 1609, quand des colons britanniques qui étaient en route pour la Virginie et dont le navire avait fait

nauffrage sur l'un des récifs s'y sont installés. En 1612, le Roi Jacques I^{er} a étendu la charte de la Compagnie de Virginie aux Bermudes. En 1684, la charte de la Compagnie a été révoquée et l'administration transférée à la Couronne britannique.

^a Source : Projet « Sea Around Us » fruit d'une collaboration entre l'Université de Colombie Britannique et le Pew Environment Group (www.seaaroundus.org).

I. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques

1. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968, a été modifiée à cinq reprises, la dernière modification étant intervenue en 2003. La Constitution confère au territoire une autonomie interne presque totale et ne laisse au Royaume-Uni qu'un droit de regard constitutionnel réduit au minimum. Selon la Puissance administrante, le Gouverneur (et commandant en chef des forces armées), nommé par la Couronne britannique, est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police.
2. Le territoire est doté d'un régime parlementaire. Le gouvernement comprend un Gouverneur, un Vice-Gouverneur, un Conseil des ministres et un Parlement bicaméral. Le Gouverneur nomme au poste de premier ministre le membre de l'Assemblée qui semble le plus à même d'être investi de la confiance de la majorité des autres membres. Le Premier Ministre dirige le Conseil, qui comprend au maximum 14 membres du Parlement.
3. Le droit et le système juridique des Bermudes reposent sur la *common law* et les principes de l'équité anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du gouvernement, ses membres sont nommés sur avis du Président de la Cour suprême. Il y a trois tribunaux : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel. La loi britannique sur les territoires d'outre-mer de 2002 accorde la citoyenneté britannique aux « ressortissants des territoires britanniques d'outre-mer ».
4. Pour pouvoir voter lors des élections générales ou des référendums, il faut avoir 18 ans révolus, être bermudien de naissance ou par naturalisation, ou alors non bermudien inscrit sur la liste des électeurs au 1^{er} mai 1976. L'actuel Premier Ministre, Craig Cannonier, a pris ses fonctions le 18 décembre 2012, le lendemain de la victoire électorale remportée par son parti, l'Alliance pour les Bermudes unies.
5. En 1995, un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé. Des 58,8 % d'électeurs inscrits ayant participé, un nombre assez faible pour les Bermudes, 73,6 % se sont prononcés contre l'indépendance. Le Parti travailliste progressiste, qui était alors dans l'opposition, avait appelé les partisans de l'indépendance à s'abstenir, au motif que cette question méritait d'être tranchée lors d'élections générales.
6. Dans son rapport de 2005, la Commission pour l'indépendance des Bermudes avait noté que la question raciale était un trait permanent du paysage social, économique et politique des Bermudes, tout au long de leur histoire. Les divisions

raciales ont, dans une large mesure, influé sur le soutien ou l'opposition à l'indépendance, ainsi que sur la méthode utilisée pour savoir ce que souhaite la population. Le Parti travailliste progressiste, alors au pouvoir, tenait à ce que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'une élection, tandis que le Parti des Bermudes unies (précurseur de l'Alliance pour les Bermudes unies) préférait un référendum. La Commission pour l'indépendance des Bermudes a donc conclu qu'il revenait aux deux partis politiques de faire valoir les mérites respectifs de chaque méthode.

7. Dans l'intervention qu'il a faite au Séminaire régional pour le Pacifique sur la mise en œuvre de la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, tenu à Quito du 30 mai au 1^{er} juin 2012, le représentant des Bermudes a déclaré que, si le rêve de l'indépendance persistait malgré un ajournement temporaire, le sentiment du gouvernement territorial était que cet objectif ne constituait pas une priorité absolue pour la population. Une action en faveur de l'indépendance forcerait les habitants du territoire à choisir entre renoncer à leur citoyenneté britannique récemment acquise ou la garder, et impliquerait l'organisation d'un référendum. Les Bermudes ne souffraient plus de la stigmatisation, ni des contraintes associées au statut de colonie car leurs rapports avec le Royaume-Uni avaient changé (le texte intégral de la déclaration peut être consulté à l'adresse suivante : www.un.org/en/decolonization/pdf/crp_2012_bermuda.pdf).

II. Budget

8. L'exercice budgétaire du territoire commence en avril. Selon la Puissance administrante, en 2012/13, les priorités budgétaires seront l'économie, l'éducation, la jeunesse, les personnes âgées, le développement local et le maintien de l'ordre. Le budget de 1,08 milliard de dollars et les mesures de stimulation de l'économie qui l'accompagnent ont été élaborés en vue de réaliser les orientations fixées dans tous les domaines essentiels susmentionnés et instaurer une période de stabilité avant le retour à la croissance économique prévu en 2013. Le budget a trois grands objectifs. D'abord, la relance économique, pour laquelle sont dégagés 98 millions de dollars : 50 millions sous forme d'allègement des charges sociales et 48 millions sous forme d'exemptions fiscales accordées aux hôtels, restaurants et commerces de détail, qui bénéficient également d'autres formes d'aide. Ensuite, l'investissement dans un nombre restreint de nouvelles initiatives ciblées visant à stimuler la croissance, à créer des emplois et à renforcer les efforts faits par le territoire pour devenir un centre d'innovation et une destination touristique de premier choix et un nouveau pôle d'investissement. Enfin, le rééquilibrage des finances publiques à moyen terme.

III. Situation économique

A. Généralités

9. L'économie des Bermudes repose essentiellement sur la prestation de services financiers à des entreprises internationales et sur le tourisme. Le secteur industriel est restreint, bien que celui du bâtiment reste une composante importante. L'agriculture est limitée dans la mesure où le territoire ne compte que 20 % de terres cultivables.

10. Selon la Puissance administrante, le produit intérieur brut (PIB) des Bermudes était estimé à 5,5 milliards de dollars en 2011. La baisse de l'emploi et la fermeture d'entreprises ont nui à la production, conduisant à la troisième année consécutive de croissance négative. Dix secteurs industriels sur 15 ont connu une activité économique ralentie, les secteurs du bâtiment, de la production et du commerce international ayant souffert le plus. De façon générale, le ralentissement de la croissance économique a entraîné une baisse de 4,1% du PIB par habitant en 2011. Le commerce international, les arrivées de touristes et les travaux de construction ont continué à décliner durant le premier semestre de 2012.

B. Services financiers

11. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. L'Autorité monétaire des Bermudes, qui assure de façon centralisée la régulation du secteur des services financiers du territoire, est habilitée à collecter des amendes. Le territoire n'a pas de banque centrale. L'indexation de la monnaie sur le dollar des États-Unis est gérée par les banques commerciales qui répondent à l'offre et à la demande à parité. Ce sont les banques, et non l'Autorité monétaire des Bermudes, qui détiennent les réserves en devises du territoire.

12. D'après la Puissance administrante et le gouvernement territorial, 14 766 entreprises internationales étaient enregistrées aux Bermudes en septembre 2012. Ces entreprises s'acquittent d'une redevance pour pouvoir mener leurs activités dans le territoire. Au cours des trois premiers trimestres de 2012, 632 nouveaux partenariats et entreprises internationaux ont été enregistrés, soit une augmentation de 1,3 % par rapport à la même période en 2011. Selon Oxford Analytica, l'apport en capital de l'industrie bermudienne dépassait les 35 milliards de dollars à la mi-2012.

C. Tourisme

13. Selon les statistiques du gouvernement transmises par la Puissance administrante, les Bermudes ont accueilli, en 2011, plus de 655 000 visiteurs, qui ont dépensé au total 390 millions de dollars, apportant ainsi 5,7 % du PIB. Environ 11 % de la main-d'œuvre du territoire était directement employée dans le secteur touristique, qui a directement créé près de 4 200 emplois. Environ 2 000 personnes occupaient des postes dans des secteurs d'appui.

14. Le budget alloué au Ministère de la promotion du commerce et du tourisme pour l'exercice 2012/13 s'élevait à environ 38,5 millions de dollars. Les statistiques recueillies par l'Organisation du tourisme de la Caraïbe pour le premier semestre de 2012 indiquent une baisse générale de 4 % du nombre de visiteurs venus en avion ou bateau de croisière, soit une baisse de 5,8 % et 7,8 % des arrivées en provenance des États-Unis et de l'Europe, respectivement.

15. Pour inverser ces tendances, le nouveau gouvernement territorial a créé l'Autorité chargée du tourisme, une organisation du secteur privé composée de professionnels du tourisme. Selon les médias, en 2012, les Bermudes ont engagé 4,8 millions de dollars dans une campagne visant à promouvoir le tourisme dans le territoire. Cette campagne de grande envergure a été menée au moyen de spots

publicitaires télévisés et radiophoniques, de publicités imprimées, en plein air et en ligne, d'actions promotionnelles, du marketing direct, notamment par des courriels et des bulletins, des brochures, des activités de relations publiques et les médias sociaux.

D. Bâtiment

16. Pendant l'exercice 2011/12, le ralentissement de l'activité dans le secteur du bâtiment, s'agissant des nouveaux projets de construction et de rénovation, s'est poursuivi. Le gouvernement territorial continuera à stimuler ce secteur moyennant son programme de dépenses d'investissement, qui a toutefois été amputé. Dans le même esprit, le gouvernement a entrepris de rénover les deux établissements du territoire consacrés au traitement des toxicomanes et la piste de l'aéroport international L. F. Wade, et il a mené à bien le projet d'installation d'un scanner à rayons X dans le port d'Hamilton.

17. Le gouvernement estime la valeur des travaux accomplis pendant le premier trimestre 2012 à 57,8 millions de dollars, contre 66,7 millions de dollars à la même période en 2011, soit une baisse de 13,3 %. Cette estimation comprend les travaux effectués sur les écoles, les hôpitaux et les centres communautaires, dont 44,8 % ont été accomplis par le secteur privé et 31,9 % par le secteur public.

E. Transports et communications

18. D'après la Puissance administrante, les Bermudes sont dotées de systèmes de transports et de télécommunication d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées, et ont l'une des circulations routières les plus denses du monde, avec environ 100 véhicules au kilomètre. L'interdiction de posséder plus d'une voiture par ménage et de louer des véhicules a conduit les Bermudes à se doter d'un réseau de transports en commun très fréquenté. Les étudiants résidents continuent de bénéficier de la gratuité des transports en commun (bus et ferry).

19. De nombreux vols commerciaux réguliers relient les Bermudes à un certain nombre de destinations aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Les Bermudes ont leurs propres agences de réglementation maritime et aérienne, dont les registres sont tenus à jour par les Départements de l'aviation civile et de l'administration maritime.

20. Il existe quatre fournisseurs de services de télécommunication internationaux sur le territoire, dont trois disposent de liaisons transatlantiques, ainsi que des liaisons par satellite pour les services spéciaux et les communications urgentes. En janvier 2013, une nouvelle autorité a été créée aux Bermudes pour réglementer le secteur des télécommunications. Cet organisme non gouvernemental, financé par le secteur des télécommunications, est notamment chargé de la protection des consommateurs et du développement des entreprises.

IV. Situation sociale

A. Généralités

21. D'après des informations provenant du gouvernement territorial et transmises par la Puissance administrante, un budget de 75 millions de dollars a été alloué au Ministère de la jeunesse, de la famille et des sports en 2012/13. Environ la moitié de cette somme a été utilisée pour offrir une assistance financière aux indigents. En 2012, le Ministère a poursuivi son programme « Miroirs », qui vise à éloigner les jeunes de comportements sociaux et de la délinquance en bandes organisées et qui a donné de bons résultats.

22. Il y a 35 organismes nationaux de réglementation des sports aux Bermudes. En 2012, le Ministère a mis en place une politique nationale des sports reconnaissant l'importance des sports à tous les niveaux, jusqu'aux compétitions régionales et internationales. Des infrastructures sportives ont été aménagées cette même année, comme en atteste la construction d'un centre aquatique doté d'une piscine olympique de 50 mètres et d'un plongoir au Centre national des sports. De plus, le gouvernement territorial a promulgué la loi de 2011 contre le dopage dans les sports et créé une autorité bermudienne chargée de lutter contre le dopage sportif et de veiller à ce que le territoire respecte pleinement le Code mondial antidopage.

B. Emploi

23. Selon la Puissance administrante, les statistiques publiques sur l'emploi indiquent que plus de 2 200 emplois ont été perdus entre 2010 et 2011, ce qui a entraîné une baisse du revenu de l'emploi en 2012.

24. En 2012, le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie a étendu les zones de démarginalisation économique dans lesquelles sont octroyés des subventions et des avantages fiscaux aux nouvelles entreprises bermudiennes créatrices d'emplois. Afin de mieux servir le marché de l'emploi, le Ministère a créé un centre polyvalent pour l'emploi, qui rassemble et élargit les services existants. Le centre emploie des spécialistes chargés d'aider les personnes à obtenir du travail ou à trouver les stages de formation nécessaires pour répondre aux exigences des employeurs.

25. Il est prévu que le projet de réaménagement de l'hôpital King Edward VII, d'un coût de 500 millions de dollars, lancé en 2012, crée plus de 300 emplois.

C. Éducation

26. Pour l'exercice 2012/13, le Ministère de l'éducation a reçu une enveloppe budgétaire d'environ 133 millions de dollars pour réaliser les objectifs de son plan stratégique prévu pour l'ensemble du réseau d'établissements publics des Bermudes, visant à dispenser un enseignement de qualité qui réponde aux normes internationales. Selon la Puissance administrante, le Ministère a continué à œuvrer aux réformes législatives et à améliorer l'accès à l'éducation afin que tous les étudiants puissent être scolarisés et recevoir un enseignement de qualité.

27. Le taux d'alphabétisation dans le territoire est d'environ 98 % chez les garçons et de 99 % chez les filles de plus de 14 ans. La scolarité est obligatoire de 5 à 18 ans.

Environ 58 % des élèves bermudiens d'âge scolaire obligatoire fréquentent les établissements publics gratuits. Il existe un certain nombre d'écoles privées, dont six pour les premières années de l'enseignement primaire. Ces établissements privés ne reçoivent aucun financement de l'État.

28. Principal établissement d'enseignement supérieur du territoire, le Bermuda College est accrédité par la Commission on Institutions of Higher Education (commission pour les établissements d'enseignement supérieur) de la New England Association of Schools and Colleges. Selon la Puissance administrante, cet établissement a passé des accords académiques avec 22 universités et établissements d'enseignement supérieur d'outre-mer (accords par lesquels les établissements harmonisent leurs cours ou critères d'admission avec ceux d'autres établissements). Les citoyens des territoires d'outre-mer britanniques bénéficient des frais de scolarité des universités britanniques au montant fixé pour les étudiants locaux.

D. Santé publique

29. Le Ministère de la santé est chargé de promouvoir et de protéger la santé et le bien-être de la population. Un budget de 191 millions de dollars lui a été accordé pour l'exercice 2012/13, soit 17,7 % du montant total des dépenses publiques. Outre ses activités de réglementation, le Ministère définit les grandes orientations du secteur de la santé, notamment pour un hôpital de soins intensifs, un hôpital psychiatrique, le Conseil bermudien de la santé, les services de santé publique, le système d'assurance maladie et le secteur privé de la santé.

30. Selon la Puissance administrante, le territoire est doté d'un système de financement hybride de la santé, composé d'une assurance sociale et de subventions publiques (32 %), d'une assurance privée (55 %), d'une contribution personnelle (12 %) et d'une contribution du secteur non lucratif (1 %). Bien que le territoire occupe la deuxième place en matière de dépenses de santé par personne au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ses résultats en matière de santé sont inférieurs aux prévisions. En 2012, de nouvelles réglementations ont mis un terme à une politique contraignant les patients à avancer la portion assurée de leur traitement.

31. Les Bermudes, qui affichent un taux de fécondité faible, doivent faire face au vieillissement de leur population. L'espérance de vie à la naissance est de 82,1 ans pour les femmes et 76,7 ans pour les hommes. L'espérance de vie des noirs est de quatre ans inférieure à celle des blancs.

32. Dans un communiqué daté du 5 décembre 2012, le Conseil ministériel conjoint, qui réunit les dirigeants politiques et les représentants du Royaume-Uni et de ses territoires d'outre-mer, dont les Bermudes, est convenu qu'il importait de garantir la sécurité sanitaire et de se conformer aux normes du Règlement sanitaire international, instrument juridique international liant 194 pays, dont les États membres de l'Organisation mondiale de la Santé, d'ici à juin 2014. En outre, les participants ont convenu de repérer et d'utiliser toutes les sources d'aide disponibles, notamment les organisations régionales et mondiales de la santé, comme l'Organisation panaméricaine de la santé et les organismes des Nations Unies, afin de partager les meilleures pratiques en matière de stratégies et processus sanitaires, en mettant l'accent sur le traitement et les soins des maladies non contagieuses, ainsi

que d'améliorer la représentation des territoires auprès des organismes mondiaux et régionaux pour la santé et de renforcer leurs liens avec ces derniers¹.

E. Criminalité et sécurité publique

33. Le Ministère de la sécurité nationale est chargé de la sécurité publique et de renforcer les normes professionnelles du Service de police, du régiment et du Service des sapeurs-pompiers et des secours des Bermudes. Le Service de police, qui compte environ 433 agents et 75 réservistes, s'est vu allouer un montant d'environ 68,6 millions de dollars au titre de l'exercice budgétaire 2012/13, sur une somme globale de quelque 108,9 millions de dollars affectée au Ministère de la sécurité nationale.

34. Selon la Puissance administrante, en 2012, environ 200 conseillers, thérapeutes éducatifs et enseignants d'écoles primaires, de collèges et de lycées ont reçu une formation visant à les aider à faire face aux difficultés posées par la délinquance en bandes organisées, phénomène relativement nouveau dans la société bermudienne. En outre, le Ministère de la sécurité nationale a promulgué la loi de 2012 portant modification du Code pénal, qui définit pour la première fois les bandes organisées et leurs activités illicites. Ainsi, des sanctions ont été prévues afin que la participation à des activités illicites en bande soit pénalisée de façon proportionnelle à sa gravité.

35. En 2012, le Ministère de la justice a mis en œuvre plusieurs initiatives législatives et programmes associés, visant avant tout à préserver l'intégrité économique du territoire, qui est une importante place financière et en matière de réassurance. À cet égard, le Ministère a poursuivi les initiatives de politique intérieure visant à aider le territoire à respecter ses obligations internationales et protéger les intérêts des Bermudes en tant que lieu de domiciliation d'entreprises internationales.

F. Droits de l'homme et questions connexes

36. Les Bermudes ont adhéré aux grands instruments internationaux suivants, relatifs aux droits de l'homme : la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

37. Selon la Puissance administrante, les Bermudes ont commencé en 2012 à appliquer la loi de 2010 sur l'accès à l'information. Dans le courant de l'année, tous les pouvoirs publics ont élaboré leur politique en matière d'information et commencé à examiner et reconfigurer leur gestion de l'information et des dossiers afin de se conformer aux normes et pratiques optimales. La réglementation au titre

¹ Le communiqué peut être consulté à l'adresse : <https://fco-stage.fco.gov.uk/resources/en/pdf/uk-ot-communique.pdf>.

de la loi a été élaborée et le processus de nomination d'un commissaire à l'information a été lancé.

38. D'après le rapport sur l'état des droits de l'homme et de la démocratie, publié en 2012 par le Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, la protection et la promotion des droits de l'homme dans chaque territoire incombe au premier chef au gouvernement territorial, le Gouvernement du Royaume-Uni devant veiller à ce que les territoires remplissent leurs obligations au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui leur sont applicables.

V. Environnement

39. Le Ministère des stratégies de protection de l'environnement, de planification et de développement des infrastructures s'est vu allouer la somme d'environ 14 millions de dollars au titre de l'exercice budgétaire 2012/13. Son rôle consiste à mener les Bermudes au développement durable en protégeant les environnements naturels et construits de l'île.

40. Environ 98 % de l'énergie électrique est distribuée par une seule société privée et produite exclusivement à partir de combustibles fossiles. Les 2 % restants sont produits à l'installation de valorisation énergétique des déchets de Tynes Bay, détenue et gérée par le Ministère des travaux publics.

41. Les Bermudes se sont dotées de lois sur la lutte contre la pollution atmosphérique qui fixent des normes d'émission équivalentes à celles adoptées aux États-Unis et dans les pays de l'Union européenne. Selon la Puissance administrante, la qualité de l'air ambiant est sous surveillance permanente à cinq endroits de l'île. La qualité des eaux côtières fait l'objet d'un examen hebdomadaire conduit par un organisme scientifique sous-traitant. Une stratégie agricole a été élaborée en 2012 avec une large participation des organismes publics. Deux millions de produits botaniques importés sont enregistrés chaque année et font l'objet d'une inspection par échantillonnage.

VI. Questions militaires

42. Les Bermudes disposent d'un régiment de défense de quelque 600 hommes, connu sous le nom du Régiment des Bermudes. En plus des militaires à temps partiel, ce nombre comprend environ 140 militaires recrutés pour un service de longue durée et 30 soldats à plein temps. La population masculine adulte du territoire est soumise à la conscription et doit, pendant environ trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel de 15 jours. Le service militaire est rémunéré. Le Régiment collabore régulièrement avec les gouvernements étrangers et leurs armées, notamment avec la Force de défense jamaïcaine, le Marine Corps des États-Unis et l'armée canadienne, et apporte son concours dans le cadre des opérations de secours en cas de catastrophe menées dans d'autres territoires administrés par le Royaume-Uni.

43. Selon les informations communiquées par la Puissance administrante, des plans de collaboration entre le Régiment et les services de police bermudiens ont été annoncés, en vue de mieux établir la responsabilité des patrouilles conduites dans les eaux bermudiennes afin de renforcer les capacités de lutte contre la drogue.

VII. Relations avec les organisations et les partenaires internationaux

44. En 2012, les Bermudes sont devenues membre associé de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

45. Les Bermudes sont membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et du Marché commun des Caraïbes et membre du Groupe d'action financière des Caraïbes créé dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux. Le territoire est également membre de la Caribbean Conservation Corporation, de la Confédération internationale des syndicats libres, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et du Comité international olympique.

46. Conformément au souhait du gouvernement territorial, les arrangements conclus avec l'Union européenne en vue de l'association des territoires d'outre-mer n'ont pas été appliqués aux Bermudes.

47. Comme indiqué au paragraphe 32 ci-dessus, en décembre 2012, le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer présents à la réunion du Conseil ministériel conjoint, dont les Bermudes, sont convenus de continuer à renforcer leurs liens avec l'ONU et ses organismes, ainsi qu'avec les partenaires régionaux, en particulier dans les Caraïbes, et ont indiqué être d'avis que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) devrait retirer de sa liste les territoires qui le souhaitaient.

VIII. Statut futur du territoire

A. Position du gouvernement du territoire

48. Les faits nouveaux concernant le statut futur des Bermudes figurent dans la section I ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

49. Le 11 octobre 2012, le représentant du Royaume-Uni a fait une déclaration devant la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) à l'occasion de la soixante-septième session de l'Assemblée générale. Selon le compte rendu de la réunion (A/C.4/67/SR.5), le représentant a notamment déclaré que le Gouvernement du Royaume-Uni maintenait sa position de longue date sur l'indépendance des territoires. Toute décision de rompre le lien constitutionnel qui unit le Royaume-Uni et un de ses territoires doit être prise à partir d'un souhait exprès du peuple de ce territoire, formulé conformément à la Constitution. Quand l'indépendance est possible et que le peuple a exprimé de façon claire et conforme à la Constitution son souhait de l'acquérir, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à respecter son obligation d'aider le territoire à y parvenir.

50. De plus, le représentant a évoqué le livre blanc publié par les autorités du Royaume-Uni en juin 2012, confirmant leur engagement à conserver une relation générale entre le Royaume-Uni et les territoires. Dans son introduction, le

Gouvernement a fait part de sa conviction que la structure fondamentale du lien constitutionnel existant était la bonne : des pouvoirs ont été délégués aux gouvernements élus des territoires dans la plus grande mesure possible au regard des pouvoirs nécessairement conservés par le Royaume-Uni pour qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités souveraines, notamment afin de veiller à ce que les arrangements constitutionnels bénéficient efficacement aux intérêts des territoires comme du Royaume-Uni. Le Gouvernement a reconnu qu'il était important de continuer à réfléchir à ce lien constitutionnel, et s'est engagé à permettre qu'un dialogue sur ces questions soit mené avec tous les territoires qui le souhaitent.

51. Le représentant a ajouté que le livre blanc de 2012 avait clairement établi que la responsabilité et les objectifs fondamentaux du Gouvernement du Royaume-Uni étaient de garantir la sécurité et la bonne gouvernance des territoires et de leurs populations. Cette responsabilité découle du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies. Toutefois, le statut de territoire d'outre-mer du Royaume-Uni comporte également des responsabilités. Le Gouvernement du Royaume-Uni attend des gouvernements territoriaux qu'ils fassent preuve de la même exigence que lui pour faire respecter l'état de droit, les droits de l'homme et l'intégrité de la vie publique, dispenser des services publics efficaces et construire des communautés solides et prospères. Il prendra des mesures rigoureuses et résolues s'il est avéré qu'un territoire se livre à la corruption ou conduit une mauvaise administration. Le représentant a conclu que le lien entre le Royaume-Uni et ses territoires d'outre-mer demeurerait moderne, basé sur le partenariat, des valeurs communes et le droit de chaque territoire à déterminer s'il souhaite ou non rester lié au Royaume-Uni. Tant que les territoires d'outre-mer souhaitent conserver leur lien avec le Royaume-Uni, le Gouvernement s'engage à assurer leur développement et leur sécurité futurs.

C. Décisions prises par l'Assemblée générale

52. Le 18 décembre 2012, l'Assemblée générale a adopté sans les avoir mises aux voix les résolutions 67/132 A et B en se fondant sur le rapport que lui a transmis le Comité spécial (A/67/23) et les recommandations subséquentes de la Quatrième Commission. Dans la section III de la résolution 67/132 B consacrée aux Bermudes, l'Assemblée générale :

1. *Souligne* l'importance du rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes de 2005, qui examine de près les faits entourant l'indépendance, et continue de regretter que les plans d'organisation de réunions publiques et de présentation d'un livre vert à l'Assemblée puis d'un livre blanc exposant les propositions politiques en faveur de l'indépendance des Bermudes ne se soient pas encore concrétisés;

2. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien ses activités d'éducation du public, conformément à l'alinéa b de l'Article 73 de la Charte, et invite à cet égard les organismes compétents des Nations Unies à fournir une assistance à ce territoire s'il en fait la demande.